des choix, des actes
Aviation Civile

FLASH ACTU N° 30
25 JUIN 2014

Un Comité de Suivi du Protocole de confirmation.

Les primes avancent, certaines restructurations sont mal engagées. Le point par la CFDT.

FOCUS

Le 24 juin se tenait le 4ème Comité de suivi du protocole, qui a confirmé la bonne avancée des dossiers indemnitaires, à quelques exceptions notables près.

En revanche, certains dossiers de restructuration laissent apparaître des faiblesses majeures dans leur traitement, contraignant le Directeur général à monter au créneau.

Primes et indemnités : ça avance

Prime de redéploiement des compétences (PCR), Prime d'intéressement, Revalorisation indemnitaire des personnels techniques, administratifs, ouvriers ou navigants poursuivent leur avancée dans les méandres et les tuyaux de la Fonction Publique, du Budget, du Conseil d'Etat et de publication au Journal officiel, mais le bout du tunnel approche !

Concernant les Conseillers d'administration, le texte est d'ores et déjà à l'ordre du jour du prochain Comité Technique Ministériel (9 juillet).

Comme annoncé à l'issue du CSP du 8 avril, ces textes devraient produire leurs effets sonnants et trébuchants d'ici la fin octobre.

Concernant les PRC, les personnels concernés par une restructuration et passés en CAP après le 23 octobre 2013, devraient pouvoir muter normalement, à partir de la fin de la semaine prochaine, en bénéficiant du versement de la prime. Promis, juré !

Autres sujets statutaires ou indemnitaires : peut mieux faire

Moins glorieux pour la PCS, la question des enseignants en langue anglaise ou des assistants d'administration inspecteurs de surveillance, visiblement « oubliés » par l'administration : ces mesures de « niche », études ou primes, sont programmées pour étude ou réalisation d'ici le CSP du 19 septembre ou du 7 novembre. Retard assumé par le Secrétariat général qui fait mine d'avoir oublié, pour le coup, les promesses du CSP d'avril.

Action Sociale : GT protocolaire en vue

Qu'y a-t-il de commun entre l'arbre de Noël, les subventions aux associations, les voyages, et la vie sociale ? Tous ces sujets d'action sociale sont financés par des BASIL (Budget d'Action Sociale et d'Initiative Locale). C'est sur ce thème qu'un GT protocolaire va plancher pour proposer des orientations visant à accroître la cohérence, mais aussi à simplifier et assouplir la gestion locale de l'action sociale.

Restructurations : certaines avancent en bon ordre…

Zoom sur les restructurations : contrôle d'aérodrome, antennes de la DSAC, cela semble fonctionner dans le respect des conditions d'emploi des personnels.

L'administration a présenté à ce sujet un projet de plaquette reprenant pour l'ensemble des personnels concernés le mode opératoire et les droits des agents (accompagnement, primes, priorité en mutation,…) corrigé en séance avant diffusion d'ici la rentrée par l'administration, ainsi qu'un projet de note détaillant les situations liées aux priorités en mutation.

… d'autres s'annoncent sérieusement problématiques…

BRIA : Catastrophe annoncée et dénoncée ! Démarrés bien trop tard, les travaux liés à la fermeture progressive de ces services n'ont pas réussi à rattraper le mouvement de départ annoncé des TSEEAC actuellement en poste. Résultat : des BRIA vidés à très faible échéance d'une partie de leurs effectifs sans que les solutions techniques et organisationnelles de reprise soient garanties : alors qu'une amorce de Sigma sous Linux (réduit à sa plus simple expression) pourrait être livrable en fin d'année par la DTI, Lille, Nice, Toulouse, doivent trouver repreneurs partiels ou complets de leur activité dans les prochains mois. On imagine l'angoisse des personnels du BRIA de Bordeaux qui voient arriver la charge de travail sans les effectifs, de même que certains Btiv appelés à reprendre dans l'urgence et sans concertation certaines tâches des BRIA condamnés !

Ce fiasco annoncé n'a pas échappé au Directeur général qui s'est déchargé sur M. de Grado en lui donnant deux options : « *Première formule, freiner les mutations. Ce n'est pas neutre, cela atteint la vie personnelle. Autre formule : si on veut que l'accueil se fasse dans de bonnes conditions, anticiper l'accueil à Bordeaux* »

La feuille de route est donc tracée pour le 9 juillet, première réunion du Groupe de Suivi BRIA décidée en urgence par le DO au cours de ce Comité de suivi.

Service technique de Roissy : le Service technique de Roissy a fait dès le début de réunion l'objet d'une intervention de la CFDT : là aussi, les objectifs précèdent une discussion ouverte sur les moyens. Conclusion : deux préavis de grève en 15 jours. Blocage toujours présent et crispant : il est nécessaire que personnels et encadrement se parlent, comme ils ont commencé à le faire le 17 juin, et mettent tout sur la table. C'est en tout cas la parole qu'a portée la CFDT lors de ce CSP.

Là aussi, l'administration a reconnu le sérieux du sujet et le DG fixera lui-même le cadre du dialogue à instaurer afin d'aboutir à une solution qui prenne en compte les contraintes en effectifs mais aussi les propositions des personnels. A la DO de donner des marges de manœuvre à son encadrement…

Prochain CSP le 19 septembre.